

17 juin 2011

Le point sur la situation financière des ménages au Québec Au-delà des dettes, il faut aussi considérer les actifs des ménages

À ce jour, de nombreuses études publiées sur la situation financière des ménages au Canada ont mis l'accent sur l'analyse de l'endettement. Un *Point de vue économique*¹, portant spécifiquement sur le Québec, a d'ailleurs été publié sur le sujet par les Études économiques du Mouvement Desjardins l'automne dernier. Pour mieux cerner la vulnérabilité financière des ménages, advenant une remontée graduelle des taux d'intérêt, des indicateurs de risque ont été développés. Ceux-ci ciblaient le poids de l'endettement des particuliers par rapport à leurs revenus. Afin de permettre une analyse plus complète de leur situation financière, il importe d'aller plus loin en considérant aussi les actifs accumulés au fil du temps. Dans le cadre de ses travaux de recherche, la Banque du Canada a élaboré certains critères de vulnérabilité qui tiennent compte à la fois des dettes contractées par les ménages et de leurs avoirs (financiers et non financiers).

Cette analyse permettra d'éclaircir plusieurs questions. Est-ce que l'augmentation des dettes des Québécois s'appuie sur une hausse de leurs actifs? Leur situation financière globale est-elle plus à risque qu'au début des années 2000? L'importance des ménages vulnérables s'est-elle accrue au fil des ans? La compilation de divers indicateurs, effectuée pour le Québec à partir des données d'enquête de la firme Ipsos Reid, apportera un éclairage complet. En outre, le ratio dette/actif sera particulièrement utile pour poser un diagnostic de l'état de santé des finances des ménages.

¹ « À quel point les ménages québécois sont-ils vulnérables à une hausse des taux d'intérêt? », 2 novembre 2010.

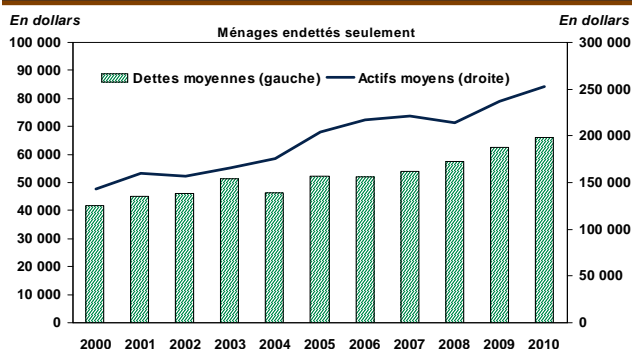
ENDETTEMENT : LA VALEUR DES ACTIFS EST CRUCIALE

Les travaux de la Banque du Canada relatifs à l'endettement des ménages vont au-delà des indicateurs habituels. En plus de mettre en relation les dettes par rapport au revenu ou encore le poids des paiements mensuels qui y sont rattachés, une approche qui tient compte également des actifs a été développée. Le ratio de la dette à l'actif (RDA) permet de déterminer dans quelle mesure les ménages ont de quoi couvrir leurs dettes par leur actifs. Ceux qui ont contracté des prêts sans avoir de garantie suffisante peuvent être plus vulnérables d'un point de vue financier. Le ratio des emprunts (dette totale) des ménages insolubles par rapport à la valeur totale de leurs actifs permet également de faire le lien avec les faillites personnelles.

De façon globale, l'analyse de l'évolution des emprunts par rapport à la valeur des actifs permet de dresser un portrait financier complet des ménages endettés. D'après les données d'Ipsos Reid, environ 70 % des ménages ont recours à l'emprunt dans la province, alors que 30 % ne détiennent aucune dette. Selon les données de l'enquête pour le Québec, les dettes se situaient, en moyenne, autour de 65 000 \$ par

ménage en 2010 alors qu'elles avoisinaient plutôt 40 000 \$ en 2000. Il s'agit d'une hausse de près de 60 % en dix ans. Les avoirs comprennent à la fois les actifs financiers et non financiers tels que les résidences, les voitures, les meubles et les biens personnels. Les actifs totaux de ces ménages endettés atteignaient une moyenne de 145 000 \$ par ménage au début de la décennie, puis ont progressé jusqu'à 250 000 \$ l'an dernier (graphique 1), ce qui représente un bond de plus de 70 %.

Graphique 1 – Depuis dix ans, les dettes des ménages québécois ont progressé presque au même rythme que leurs actifs



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste principale

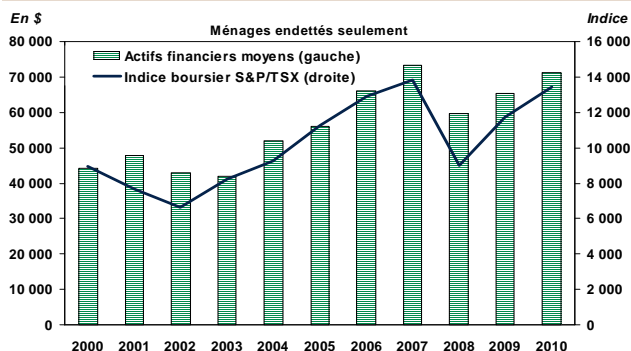
Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

Danny Bélanger
Économiste senior

418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

La valeur des actifs financiers² détenue sous forme de comptes chèques et d'épargne et selon les types de placements (obligations et autres placements garantis, certificats de placement garanti, fonds mutuels et actions) ont pourtant augmenté modérément, soit autour de 45 000 \$ en moyenne au début de la décennie comparativement à plus de 70 000 \$ en 2010. L'ascension du prix des propriétés, dont le prix moyen est passé d'environ 110 000 \$ en 2000 à près de 250 000 \$ l'an dernier, est le principal élément qui explique à la fois la progression des emprunts et des avoirs non financiers des ménages. Les actifs financiers moyens des ménages endettés ont toutefois encaissé une correction importante en 2008 en parallèle avec celle des marchés boursiers (graphique 2). Étant donné que seulement une partie des actifs financiers fluctue en fonction de la Bourse, la variation de leur valeur marchande a été moins importante que celle des indices boursiers depuis une dizaine d'années.

Graphique 2 – Les actifs financiers des ménages québécois sont étroitement liés à l'évolution de la Bourse



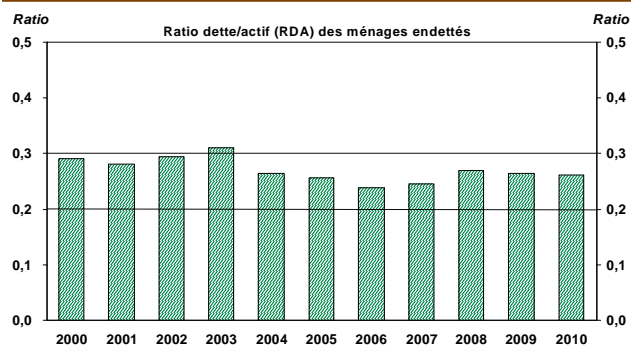
Sources : Ipsos Reid, Datastream et Desjardins, Études économiques

Selon Statistique Canada, « *Le ratio dette/actif met en parallèle la valeur de l'endettement du ménage et celle de ses avoirs. Un ratio élevé pourrait indiquer que l'actif ne suffit pas à la prise en charge de la dette. De plus, si la valeur de l'actif venait à diminuer en raison des fluctuations du marché, ce ratio augmenterait* ». Selon une récente étude de l'organisme fédéral³, un ratio de 0,8 ou de 80 % est considéré comme élevé. Au-delà de ce seuil, les ménages entrent dans une zone d'inconfort. Au Québec, le ratio dette/actif est demeuré pratiquement stable depuis une dizaine d'années. Selon cet indicateur, la situation financière des ménages endettés ne s'est pas détériorée pendant cette période, du moins globalement. Force est de constater que, dans l'ensemble, le poids des dettes des ménages par rapport à leurs actifs est demeuré soutenable depuis dix ans au Québec puisqu'il a

² Les actifs détenus par le biais d'un fonds de pension n'ont pas été pris en considération, car ce type d'avoir n'est pas liquide pour l'acquittement des dettes pendant la vie active de l'employé.

³ Matt, Hurst, « Endettement et types de familles au Canada », Statistique Canada, Tendances sociales canadiennes, catalogue no 11-008-X, 21 avril 2011.

Graphique 3 – Le ratio de la dette par rapport à l'actif des ménages est demeuré assez stable depuis dix ans au Québec



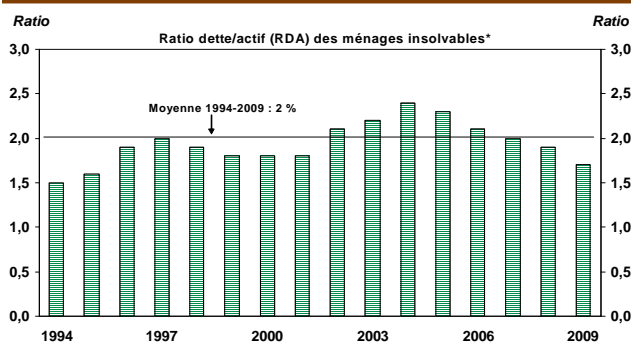
Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

évolué dans une fourchette allant de 0,2 à 0,3 (graphique 3). La baisse de la valeur des actifs financiers en 2008, à la suite de l'éclatement de la crise financière, a toutefois fait remonter momentanément le ratio de la dette à l'actif. Pour l'ensemble des ménages, l'effet de la correction boursière a donc été contenu. Comme nous le verrons plus loin, les ménages les plus vulnérables ont encaissé le choc plus violemment.

ZONE D'INCONFORT ET SEUIL CRITIQUE

Il importe également de déterminer un seuil critique pour ce ratio, c'est-à-dire un niveau qui entraîne généralement des difficultés financières importantes. Selon les statistiques sur l'insolvabilité du Bureau du surintendant des faillites (BSF), les consommateurs québécois qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers pour régler leurs dettes ont habituellement deux fois plus de dettes que d'actifs (graphique 4). Le constat pour le Canada est similaire et rejoint celui d'une étude publiée par le BSF⁴. Dans les travaux de recherche de la Banque du Canada⁵, le seuil critique fait également référence à un ratio de la dette à l'actif supérieur à 2. Bien que

Graphique 4 – Les Québécois en situation d'insolvabilité ont habituellement deux fois plus de dettes que d'actifs



* Consommateurs qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers.
Sources : Bureau du surintendant des faillites Canada et Desjardins, Études économiques

⁴ Bureau du surintendant des faillites, « Un survol des statistiques sur l'insolvabilité au Canada jusqu'à 2006 », 2007.

⁵ FARUQUI, Umar, LAI, Simon et TRACLET, Virginie, « Une analyse de la situation financière du secteur des ménages effectuée à l'aide de microdonnées », Banque du Canada, Revue du système financier, décembre 2006.

ENCADRÉ 1 : À PROPOS DE L'INSOLVABILITÉ DES PARTICULIERS AU QUÉBEC

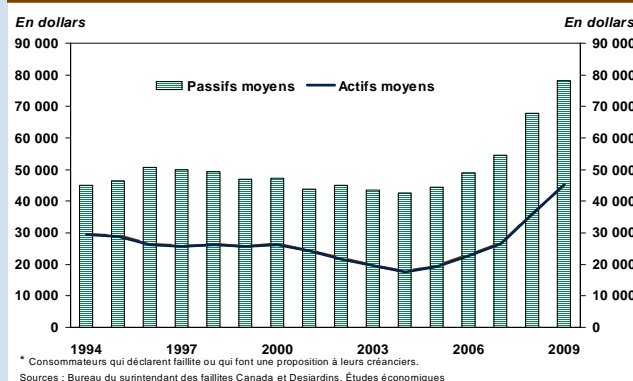
Selon le BSF, une situation d'insolvabilité fait référence aux consommateurs qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers en vue de rééchelonner les remboursements des dettes sur une plus longue période ou de réduire le montant de celles-ci. Contrairement à la faillite personnelle, qui entraîne habituellement une saisie des biens, une proposition permet de les conserver, mais elle est possible uniquement lorsque le total des dettes est inférieur à 250 000 \$.

Depuis une quinzaine d'années, le ratio de la dette sur l'actif des consommateurs insolubles a oscillé autour de 2. Cela signifie que les individus qui n'arrivent plus à s'acquitter de leurs obligations financières ont habituellement deux fois plus de dettes qu'ils ne détiennent d'actifs. Contrairement à la croyance populaire, les particuliers acculés au pied du mur ont bien souvent accumulé des avoirs financiers et non financiers. En 2009, leurs actifs avoisinaient en moyenne les 45 000 \$ au Québec (graphique 5). Selon le document du BSF, les types d'actifs détenus le plus fréquemment par les consommateurs insolubles sont, par ordre d'importance : l'ameublement, l'automobile, les effets personnels, les valeurs mobilières et une résidence (dans moins de 20 % des cas de faillite). Parmi ces catégories, la propriété résidentielle est en général celle qui est associée à une valeur des actifs plus élevée. Le solde de l'hypothèque contribue aussi à gonfler les dettes des particuliers.

les ménages dans cette catégorie n'éprouvent pas tous des difficultés financières, ceux qui se retrouvent en situation d'insolvabilité ont en général deux fois plus de dettes que d'actifs. Pour plus de détails, voir l'encadré 1.

En résumé, le ratio qui évalue dans quelle mesure les ménages ont de quoi couvrir leurs dettes par leurs actifs peut soit être associé à une zone de sécurité financière ($RDA < 0,8$), à une zone d'inconfort ($RDA \geq 0,8$ et ≤ 2) ou à un seuil d'insolvabilité ($RDA > 2$). Les travaux de la Banque du Canada et de Statistique Canada permettent d'établir ces barèmes pour le ratio dette/actif afin de mieux cerner le degré de vulnérabilité des ménages. En effet, plus le poids des dettes d'un ménage est élevé, plus il est sensible à certains événements qui peuvent influencer la valeur de ses avoirs. Une dévaluation subite et persistante de la valeur de ses actifs, comme une chute du prix des maisons ou une correction sévère des marchés boursiers, peut parfois entraîner d'importantes difficultés financières pour certains ménages. D'autres situations, telle une maladie grave ou une perte d'emploi, susceptibles d'affecter les revenus du ménage touché peuvent également provoquer une détérioration du bilan des particuliers. Finalement, une augmentation subite des taux d'intérêt, qui alourdit le

Graphique 5 – Profil d'insolvabilité* des Québécois



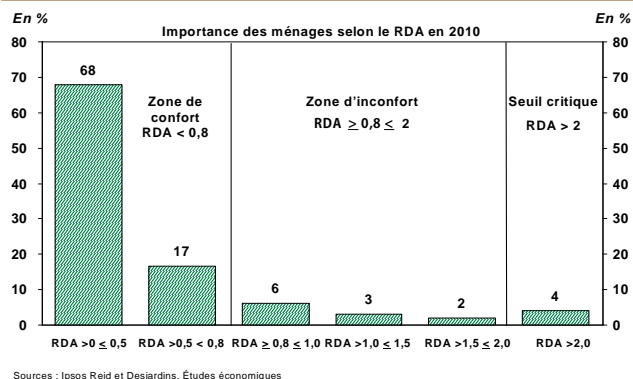
Parmi les types de passifs enregistrés dans les dossiers d'insolvabilité, les soldes des cartes de crédit sont les plus fréquents suivis des prêts personnels auprès des institutions financières. L'impôt dû à chacun des paliers de gouvernements ainsi que les sommes impayées pour les services publics constituent des dettes assez courantes. Les soldes hypothécaires suivent ensuite et les prêts étudiants ferment finalement la marche. La dette moyenne des consommateurs insolubles approchait 80 000 \$ en 2009 au Québec, soit près du double qu'il y a une quinzaine d'années.

poids des dettes, peut aussi s'avérer un déclencheur de problèmes financiers. Le *point de vue économique* publié à l'automne 2010 a déjà évalué l'impact d'une hausse du coût d'emprunt sur les ménages vulnérables.

85 % DES MÉNAGES ENDETTÉS ONT DES ACTIFS SUFFISANTS

Au-delà de la tendance générale du ratio dette/actif, c'est la distribution de celui-ci qui permet de mieux cibler la proportion de ménages qui pourraient manquer à leurs engagements. La très grande majorité des ménages québécois, soit environ 85 %, se situe dans la zone de sécurité financière ($RDA < 0,8$), ce qui est plutôt rassurant (graphique 6 à la page 4). Environ 1,9 million de ménages sont dans cette situation. La part des ménages qui franchit dans la zone d'inconfort ($RDA \geq 0,8$ et ≤ 2) est toutefois considérable, soit 11 % et mérite une attention particulière. Ceux dont le RDA est égal ou supérieur à 2 sont nettement minoritaires. Plus précisément, 4,2 % des ménages excédaient ce seuil d'insolvabilité en 2010 comparativement à 7,6 % en 2000. La proportion de ménages à risque est donc moins importante qu'il y a dix ans. La perception à l'effet qu'une part croissante des ménages endettés se trouve dans une situation financière plus fragile qu'il y a une dizaine

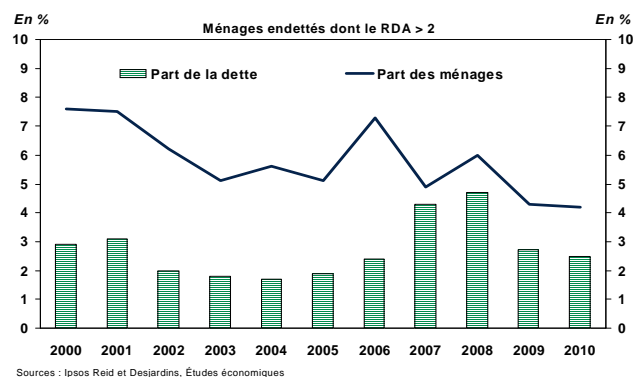
Graphique 6 – Répartition des ménages endettés au Québec selon le ratio dette/actif (RDA)



d'années au Québec ne tient donc pas la route, du moins lorsque la valeur des dettes et des actifs est prise en considération.

Finalement, le fait de connaître la proportion de la dette détenue par les ménages qui se situe dans la zone hautement à risque constitue le troisième indicateur. Celui-ci permet d'évaluer les impacts possibles sur l'ampleur des défauts de paiement. Si le poids des dettes contractées par les ménages dont le RDA est égal ou supérieur à 2 s'est alourdi au fil des ans, les dégâts seront en principe plus importants en cas de faillite. Depuis dix ans, le pourcentage a légèrement fléchi passant de 2,9 % en 2000 à 2,5 % l'an dernier, mais une pointe de 4,7 % est toutefois survenue en 2008, suite à l'éclatement de la crise financière (graphique 7). Les particuliers dont le RDA se situent dans la zone critique ont donc ressenti les secousses attribuables à la dépréciation de la valeur de leurs actifs. La correction boursière qui s'est prolongée pendant la récession mondiale en est un bon exemple. Comme la part de ménages hautement vulnérables a connu une évolution similaire, il est

Graphique 7 – L'importance de la dette détenue par les ménages vulnérables a augmenté au Québec pendant la crise financière



normal que la part de la dette détenue par ceux-ci ait augmenté. Selon certaines publications de la Banque du Canada sur le sujet, aucun seuil relatif à cet indicateur, qui permettrait de jauger le niveau de risque auquel est exposé le système financier, n'existe.

Le fait que la part de la dette totale détenue par les ménages les moins solides financièrement soit redescendue est rassurant, mais l'histoire récente montre qu'un choc qui entraîne une dépréciation sévère des actifs peut rapidement noircir le portrait. Selon nos estimations, une baisse de 10 % du prix des maisons au Québec aurait sensiblement le même impact sur la situation financière des ménages que la chute de 35 % du marché boursier survenue en 2008, qui a entraîné une diminution d'environ 20 % de la valeur des actifs financiers (selon les données d'enquête d'Ipsos Reid). Étant donné que la valeur des actifs non financiers, dont l'immobilier, est nettement supérieure à celle des actifs financiers, une dépréciation soudaine de moindre ampleur des prix pourrait avoir un effet négatif aussi important sur le bilan des ménages.

Il y a toutefois une nuance à apporter par rapport à la composition des avoirs des ménages, concernant la capacité de ceux-ci à dégager rapidement des liquidités pour rembourser les dettes. Si l'essentiel des actifs est la résidence principale, il n'est pas nécessairement approprié de vendre la maison pour rembourser ses dettes. Pour avoir un coussin financier pertinent, il faut plutôt posséder des actifs assez liquides permettant un remboursement rapide des emprunts en cas de difficultés financières imprévues. Cette situation plus saine peut permettre aux ménages de conserver leur résidence, le cas échéant. Dans certaines études⁶, il a été établi que l'actif des ménages est devenu au fil du temps moins liquide, moins diversifié et plus risqué que par le passé. Cet élément pourrait donc également expliquer l'importance accrue des faillites personnelles depuis le début de la décennie.

LES QUÉBÉCOIS S'ENDETTENT, MAIS ILS ACCUMULENT AUSSI DES ACTIFS

En résumé, l'analyse des données de l'enquête *Canadian Financial Monitor* d'Ipsos Reid permet de brosser un portrait complet de la situation financière des ménages endettés au Québec. Le diagnostic est rassurant à plusieurs égards. D'abord, la forte progression des emprunts des particuliers depuis dix ans s'est appuyée sur une hausse soutenue de la valeur des actifs. Le ratio dette/actif (RDA), qui permet de déterminer si les actifs des ménages sont suffisants pour limiter les risques de défaut de paiement et ultimement éviter la faillite, a peu fluctué depuis 2000. Le RDA s'est maintenu

⁶ Association des comptables généraux accrédités du Canada, « Où est l'argent aujourd'hui? L'endettement des ménages à l'aube de la reprise économique », mai 2010.

dans une fourchette restreinte qui correspond à une situation financière globalement saine. Les Québécois se sont bel et bien endettés davantage au cours des dernières années, mais ils ont aussi accumulé des actifs. Contrairement à la croyance populaire, le bilan financier de l'ensemble des ménages ne s'est pas détérioré depuis dix ans.

Au-delà de la tendance générale du ratio de la dette par rapport à l'actif, qui peut dissimuler des difficultés financières importantes pour certains ménages, la répartition de ceux-ci selon le RDA permet de mieux évaluer le niveau de risque. Or, environ 85 % des ménages endettés se situent dans la zone de sécurité financière établie par Statistique Canada (RDA < 0,8), 11 % d'entre eux se situent dans la zone d'inconfort (RDA $\geq 0,8$ et ≤ 2) tandis que 4 % des ménages affichent un RDA supérieur à 2, soit plus de 185 000 ménages sur un total de 3,3 millions au Québec. Ce niveau est habituellement associé au seuil d'insolvabilité financière des particuliers qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers. Depuis quelques années, l'équivalent de 25 % des particuliers qui ont un RDA > 2 déclarent faillite. L'importance de ces ménages vulnérables est cependant deux fois moindre qu'il y a dix ans, ce qui est plutôt rassurant.

Dans un *Point de vue économique* ultérieur, un portrait détaillé de la situation financière des Québécois sera réalisé afin d'établir un diagnostic plus précis. Un bilan de leurs dettes et de leurs actifs sera alors dégagé selon les groupes d'âge et les tranches de revenus. Cela permettra de mieux cerner les caractéristiques des ménages à risque tout comme ceux présentant un profil financier relativement confortable. Selon la banque de données d'Ipsos Reid, environ 30 % des Québécois ne détenaient aucune dette en 2010, de sorte que leur bilan financier est fort différent des ménages endettés (70 %). Alors que ce « *Point de vue économique* » se penche exclusivement sur la situation financière des ménages endettés, la prochaine analyse permettra en outre de cibler le profil de ceux qui n'ont pas recours à l'emprunt. Cela permettra d'approfondir la réflexion et d'avoir un meilleur aperçu du bilan financier des ménages au Québec.

Hélène Bégin
Économiste principale

Avec la collaboration de :
Danny Bélanger
Économiste senior